



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4973>

Chroniques de Gaza (11)

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Gaza -

Date de mise en ligne : vendredi 3 juin 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Mercredi 1er juin

Nous sommes reçus au ministère de l'éducation par le directeur de l'enseignement général, Dr Mohammed Siam. Ce ministère coiffe le primaire, les écoles de l'UNWRA, les écoles privées, les collèges, les lycées et les universités. Dr Siam affirme d'emblée l'intérêt du ministère pour la coopération dans le monde entier.

Il loue en particulier les efforts concernant l'enseignement du français, deuxième langue vivante en Palestine, et les bons rapports avec le consulat. Les résultats au DELF (diplôme d'études en langue française) cette année sont brillants, avec 100% de réussite, une première !

Après avoir entendu le projet de coopération avec l'ESPE, Dr Siam nous dit être prêt à faciliter les démarches pour un tel projet, à préciser les relations entre partenaires et à éviter les conflits.

Qu'attend-il en priorité de ce projet ?

- ▶ former les professeurs de français et ceux des autres domaines.
- ▶ développer les compétences
- ▶ établir des coopérations par échanges et visites mutuelles
- ▶ échanges culturels et linguistiques.

Il serait intéressé à connaître plus précisément les cursus de l'enseignement en France, et envisage favorablement la perspective de jumelages. Il insiste sur la volonté d'établir des projets durables.

Il nous informe de l'existence d'un institut pédagogique de formation des enseignants. Cet institut concerne les trois niveaux (primaires, collèges, lycées), mais manque de moyens. On y entre par un concours après l'université (écrit et entretien). Ceux qui sont recrutés travaillent une année sous la responsabilité d'un enseignant en poste, et sont titularisés à l'issue d'un nouvel entretien.

L'institut a en charge aussi la formation continue et la formation des formateurs.

Visite de l'équipe de soutien psychologique à l'hôpital Shifa

C'est le plus grand hôpital de la bande de Gaza, en plein de la ville de Gaza. Plusieurs grands bâtiments à étages, des travaux un peu partout, et, à lire les indications dans les couloirs, une couverture assez complète des différents types de soins.

Le point de départ de la création de cette équipe est la certitude qu'à l'hôpital, le soutien psychologique est aussi indispensable que les soins physiques. Or ce domaine n'est absolument pas couvert dans l'organigramme de l'hôpital. C'est une psychologue en poste qui a eu l'idée d'une équipe de volontaires, déjà formés professionnellement mais sans emploi (voir chronique du 26 mai). L'équipe a défini deux groupes cibles, les hospitalisés en psychiatrie, et l'ensemble des personnels hospitaliers, qui travaillent avec un très fort stress. Une attention particulière est apportée au droit à l'enseignement des jeunes hospitalisés, ainsi qu'à la situation des

personnes dialysées, exclues de fait des établissements scolaires. L'équipe est donc lancée dans deux projets pour lesquels elle aurait besoin de moyens supplémentaires, ce projet éducatif et l'assistance aux patients atteints de maladies chroniques.

La responsable de l'équipe se montre particulièrement préoccupée par le travail des enfants. "Si on les interroge, ils expliquent qu'ils veulent gagner leur nourriture par eux-mêmes. Il peut s'agir d'orphelins, ou de sans-logis, ou des enfants de parents handicapés. Cela n'est pas dans notre culture, c'est juste le résultat des très mauvaises conditions économiques".

Elle explique que le niveau scolaire, et de culture en général, est très élevé ici, mais que "nous ne pouvons rien faire parce que nous n'avons rien.

Un ressentiment transparait contre les leaders du pays, qui devraient se sentir responsables de la situation de leur peuple. Le but essentiel d'Israël, analyse-t-elle, c'est de faire craquer psychologiquement les Palestiniens. Deux chemins s'offrent pour résister : par notre travail et nos succès, assurer une meilleure vie : nous devenons ainsi de plus en plus fort. Mais aussi, et tant pis pour ceux qui qualifient d'agressif celui qui défend ses droits, on ne peut délégitimer la lutte armée.

Nous rencontrons l'équipe au complet lors d'un séminaire de formation (portant sur la terminologie médicale). Rappelons que ces volontaires, par définition non rémunérés, ne reçoivent aucun soutien financier d'aucune sorte, payant de leur poche tous les frais découlant de leur activité. Concentré-e-s, heureux/ses, ils nous ont fait une très grande impression.

Rencontre avec le Front Populaire de Lutte.

C'est un parti de gauche très ancien (fondé en 1964) qui a pratiqué la lutte armée. Ses dirigeants sont rentrés en Palestine avec les accords d'Oslo et le parti a dissous sa branche militaire. Son dirigeant Samir Ghawshah (aujourd'hui décédé) fut ministre du travail du premier gouvernement d'Arafat. Le parti a toujours conservé ce ministère.

Nous sommes reçus par Abdelaziz Qudaih du Bureau Politique et deux autres membres de la direction. Notre interlocuteur a pu rentrer en Palestine au moment des accords d'Oslo après 25 ans d'exil. Ses enfants n'avaient pas de passeport. Il définit son parti comme de gauche, démocratique et palestinien.

D'entrée de jeu, notre interlocuteur déclare : "nous souffrons de l'occupation et de son injustice et nous souffrons aussi de l'injustice du gouvernement du Hamas." Les critiques contre ce gouvernement vont pleuvoir. "La situation ne pourra pas continuer avec ce gouvernement".

Le Front Populaire de Lutte soutient clairement "l'initiative française" et l'idée d'une conférence internationale dans le but "d'arriver à nos droits" et de pousser Israël à se retirer des territoires occupés depuis 1967.

Abdelaziz distingue le peuple français et son gouvernement. "Les Français sont nos amis, vous nous le prouvez avec le boycott". Il a une vision assez positive des institutions. Il remercie ainsi le Parlement Français de s'être prononcé pour la reconnaissance de l'État palestinien. Il estime qu'une partie des pays européens commence à comprendre la nature d'Israël sans pour autant rompre les relations avec ce pays. Il regrette l'évolution du gouvernement français. Il regrette en particulier la marche arrière de la diplomatie française qui ne dit plus, en cas d'échec de la conférence internationale, qu'elle reconnaîtra l'État palestinien. "Nous savons que les États

impérialistes n'arrêteront pas Israël."

Il rappelle la mort de Rachel Corrie tuée par un bulldozer et celle de Vittorio Arrigoni assassiné par des terroristes islamistes. "Pour notre souffrance, nous devons faire face à la fois à l'occupation et aux islamistes."

"Le Hamas a violé Gaza avec pour conséquences la pénurie d'électricité, la catastrophe de l'eau, le blocus, le chômage massif et les arrestations d'opposants".

Lui-même a été arrêté 3 fois, kidnappé sur la place du soldat inconnu parce qu'il appelait à la fin de la division et à plus de liberté. Il rappelle le cas d'un jeune étudiant venu sur la même place réclamer du travail et arrêté aussitôt, le gouvernement craignant que la situation de Gaza apparaisse au grand jour. Il dénonce le fait que les filles à l'école soient poussées à couvrir leur tête. "Avec l'exécution de trois personnes accusées de crimes, le régime a montré son vrai visage d'autant que tous les recours juridiques n'avaient pas été épuisés." Le Front se prononce pour l'abrogation de la peine de mort.

À leurs yeux, la société évolue dangereusement : augmentation des suicides, de la prostitution, des cas d'inceste, de la violence contre les femmes, des viols et des meurtres. "Ce gouvernement nous ramène 100 ans en arrière. Pour l'instant, le Hamas ce n'est pas Daesh mais si le blocus continue, il commencera à y ressembler."

"Sur la division palestinienne, chacun des deux partis se renvoie la balle mais en réalité, il y a des accords entre eux (ils se sont vus de multiples fois et ont signé plein d'accords). Le Hamas a empêché le gouvernement d'union de venir travailler à Gaza."

"Que faire ?

- ▶ Unir les organisations
- ▶ Refaire les listes électorales
- ▶ Organiser de nouvelles élections
- ▶ Résoudre le problème des fonctionnaires
- ▶ Respecter la liberté de parole et d'action."

Les reproches faits au gouvernement de Gaza se font insistants : "Qui crée la division ? Qui contrôle Gaza ? Qui a liquidé le gouvernement d'union ? La Palestine est prise en tenaille entre les Islamistes et Israël. Le Hamas cherche à créer un État islamique à Gaza."

"Le Front a demandé au Hamas de laisser entrer l'Autorité Palestinienne à Gaza. Tout le monde devrait pousser dans ce sens. Avec le Hamas, non seulement Gaza a perdu les programmes d'aide en cours mais ce gouvernement lève des taxes importantes. Presque tout le peuple de Gaza soutient l'Autorité Palestinienne. Lors de la mort d'Arafat, tout Gaza était dans la rue."

Le Front pense que l'union des partis démocratiques serait une bonne idée. Tous ces partis sont membres de l'OLP. Abdelaziz les cite : PPP, FPLP, FDLP, Initiative Palestinienne, FIDA, Front Populaire de Lutte...

Sur Oslo, Abdelaziz déclare : "nous sommes avec Oslo, pour que l'accord soit réalisé même si pour nous c'est une étape dans la lutte". Il se montre ironique sur le FPLP qui est contre Oslo mais a accepté d'avoir des députés (et les avantages qui vont avec) alors que le Parlement est une conséquence d'Oslo.

"Oslo a permis à 200000 Palestiniens de rentrer dans leur pays, à ce que le drapeau palestinien flotte devant l'ONU

et à ce que la Palestine soit reconnue (État non membre observateur). Et le fait que vous (il se tourne vers nous) soyez ici."

"Grâce à Oslo, on a montré le vrai visage d'Israël. Personne n'acceptera de perdre un morceau de la Palestine. Mais le monde est mauvais. Certes nous avons rejeté la résolution 181 (le partage de la Palestine en 1947) et nous acceptons la résolution 242 (le retrait d'Israël des territoires occupés). La raison, c'est que notre lutte n'a pas eu le soutien du monde qui n'a pas poussé Israël à appliquer la résolution 194 (le retour des réfugiés dans leurs villes et villages). Le monde a changé, on n'a pas d'autre choix que d'accepter."

Rencontre avec des journalistes

Nous sommes à nouveau conviés dans le jardin de N à Abassam où elle a invité autour d'un joli buffet une vingtaine de journalistes avec lesquels elle a travaillé toute l'année précédente.

Nos interlocuteurs insistent sur le fait qu'ils se battent durement pour faire connaître la réalité de la situation à Gaza auprès du monde. Ils disent aussi que, s'ils sont tous journalistes, leurs situations personnelles sont différentes, certains ayant perdu une maison, d'autres des membres de leur famille, d'autres des amis lors des bombardements de 2014.

Ils sont sensibles à la présence des Internationaux solidaires à Gaza, à leur effort parallèle au leur pour l'information, au travail effectué auprès des fermiers et des pêcheurs. Ils rappellent avec émotion Rachel Corrie. Devant des interlocuteurs juifs, les réactions ont été diverses allant de l'incrédulité à une chaleureuse envie d'échanger.

Repas chez le mokhtar Abou Jamal

On est une fois de plus accueilli avec toute l'hospitalité palestinienne et un délicieux poulet mandi (cuit sous terre).

Il y a une mauvaise nouvelle. Abou Jamal, avec les élus municipaux, a accompagné les agriculteurs de son village auprès des autorités. Compte tenu de la chaleur, la récolte des melons est très compromise si les plans ne sont pas arrosés en permanence. La délégation a demandé d'avoir 24 heures d'électricité à titre exceptionnel jusqu'à la récolte pour pouvoir pomper l'eau en continu. Les autorités et la centrale électrique ont refusé.

Est reposé ainsi de manière malheureuse la question du château d'eau indispensable. Équipement coûteux (au moins 13000 dollars), il affranchirait les paysans de la dépendance à l'électricité. Désolé, Abou Jamal lance un appel pressant au mouvement de solidarité.

Dans la nuit, les ouvriers s'activent pour reconstruire les maisons pulvérisées. Il a fallu acheter du ciment au marché noir (4 fois le prix normal). Les ouvriers appartiennent à la famille élargie. Le lendemain on aura la nouvelle que, la frontière de Rafah étant ouverte, des camions de ciment rentrent à nouveau à Gaza.

NDLR :

[Lire la chronique précédente](#)

[Lire la chronique suivante](#)